

Crises et sortie de crises en Méditerranée : L'exigence de croissance et de dignité

Henry Marty-Gauquié¹

Directeur des liaisons avec les organisations internationales

Représentant du Groupe Banque européenne d'investissement à Paris²

Les moments historiques que nous offre la Méditerranée depuis janvier 2011, comparables à ceux vécus en Europe à l'automne 1989, constituent un véritable message d'espoir pour la région, tant d'un point de vue politique qu'économique. Par leur appel à une société plus juste, une croissance plus équitable et à l'état de droit, les peuples des rives sud et est de la mer commune sont en train de fermer le livre ouvert par le 11 septembre 2001, de changer le « logiciel politique » des pays arabes et, en définitive, d'offrir à la région le moyen de dépasser ses démons.

Ainsi, la transition démocratique que nous observons sera peut-être plus lente et plus chaotique qu'espérée, mais certainement *sans retour*.

Une décennie de crises successives aux effets cumulatifs

Au cours de la décennie écoulée, la Méditerranée a été le réceptacle des impacts successifs de plusieurs crises ayant toutes leur origine en dehors de la région, mais ayant agi comme autant de traumatismes collectifs. La transition démocratique en Méditerranée s'inscrit dans cet enchaînement et est donc bien une crise, au sens premier du terme : « un mouvement caractérisé par une évolution décisive, en bien ou en mal »³.

Comment ne pas commencer par le 11 septembre 2001 ? Celui-ci a généré une crise identitaire et ses corollaires : le repli sur soi des États et la montée des populismes. Ce sont ces évolutions qui, conjuguées à la doxa occidentale de la lutte contre le terrorisme, ont conduit au délitement de la coopération internationale et au brutal ralentissement du projet européen.

Effet collatéral, parmi d'autres, sur la Méditerranée : la déclaration du Sommet de Paris pour la Méditerranée du 13 juillet 2008, acte fondateur de l'Union pour la Méditerranée (UPM), porte des références explicites à la question sécuritaire ; thème qui était absent du cadre antérieur de la coopération euro-méditerranéenne (le Processus de Barcelone, 1995) dont les visées affirmaient, sous le bénéfice des Accords d'Oslo, le primat de l'ambition économique sur le politique. Autre dommage collatéral du 11-Septembre, et non des moindres, le

¹ L'auteur s'exprime dans ces colonnes à titre personnel. L'article a été rédigé en mai 2011.

² La Banque européenne d'investissement (BEI) est l'institution financière de l'Union européenne. À travers son instrument dédié à la région, la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP), la BEI est, de loin, le premier financeur du développement socio-économique des pays partenaires méditerranéens, où elle a investi plus de 12,6 milliards d'euros ces dernières années.

³ Dictionnaire Le Robert ; crise : bas latin, VII^e siècle.

prolongement des régimes autoritaires dans les pays du sud, car perçus par l'Occident comme des facteurs de stabilité, des remparts face au terrorisme et à l'immigration incontrôlée.

À ce traumatisme du début du millénaire sont venus s'ajouter trois autres crises de grande ampleur.

Tout d'abord, la prise de conscience de l'enjeu climatique et les tensions économiques qu'elle engendre : l'Union européenne applique les accords de Kyoto, mais elle est la seule économie régionale à le faire, tandis que les divergences entre États ont conduit à l'échec du Sommet de Copenhague de décembre 2009. Ainsi, aucun mécanisme international de solidarité n'a été mis en place en faveur des pays en voie de développement. Or, la Méditerranée est particulièrement impactée par le fait climatique : pour des raisons que le bon sens suffit à percevoir et qui ont été documentées par l'étude BEI/Plan Bleu, publiée dès juillet 2008.

Par ailleurs, la crise de la sécurité alimentaire, corollaire de l'envol du prix des matières premières, a débuté en 2007 et perdure, provoquant en Méditerranée des tensions sociales prémisses à des émeutes populaires, notamment en Algérie et Syrie.

La crise économique mondiale, commencée en 2007 mais révélée en 2008, vient bien sûr aggraver la situation. Les pays sud-méditerranéens, qui n'ont aucune responsabilité dans la crise financière, encaissent néanmoins de plein fouet les effets de la récession européenne du fait de l'effondrement de leurs flux extérieurs (échanges commerciaux, investissements directs étrangers, tourisme, transferts d'argent des migrants...), ce qui déclenche une forte baisse de la croissance (perte de 4 % du PIB en moyenne, en une seule année) et la brutale dégradation des comptes publics. La plupart des gouvernements ont réagi d'une manière courageuse et réussi à colmater les effets de cette situation, mais la dégradation économique est telle que la montée des tensions sociales débouchera sur des soulèvements qui, lorsqu'ils réussissent comme en Tunisie et Égypte, enclenchent la transition démocratique.

Côté Occident, le problème est que nos sociétés ont réagi à chacune de ces crises de manière affective, en projetant leurs peurs : ces événements ont été perçus comme des menaces et non comme des risques. Or, à une menace on oppose « la peur du changement » ; à un risque, on peut répondre par une analyse, puis des mesures préventives ou curatives. Ainsi, ces réactions affectives expliquent que nos gouvernements ont été régulièrement désorientés, d'où leur retard à définir une réponse raisonnée et leur incapacité à réorganiser en profondeur le concert mondial, comme la régulation des mécanismes économiques.

Le mouvement démocratique en Méditerranée : « ni marxiste ni islamiste »

Il ne semble pas qu'il y ait de spécificité méditerranéenne dans le déclenchement de la transition démocratique ; en revanche, des facteurs propres à la Méditerranée ont accéléré son déploiement.

En effet, là où la transition est engagée (comme c'est le cas en Tunisie, puis en Égypte, en Libye, au Yémen et, à présent, en Syrie), la mutation se déroule selon un processus classique :

une situation de désespoir économique⁴ provoque un soulèvement de type révolutionnaire parce qu'elle se combine à d'autres facteurs assis sur des leviers universels :

- la fin de la peur chez un peuple qui prend conscience que le seul rempart d'une autocratie est avant tout la crainte qu'elle inspire⁵ ;
- un sentiment collectif de dépossession à la fois économique (fortune des Trabelsi⁶) et politique (la fierté nationale est perçue comme soumise à d'autres intérêts que ceux du pays) ;
- la force d'une jeunesse éduquée, moteur de la plupart des révolutions européennes du XIX^e et XX^e siècles⁷.

La transition démocratique en Méditerranée a donc pour référence l'aspiration au « droit d'exister » économiquement (emploi, État de droit) et politiquement (dignité, respect, liberté, démocratie). Elle exprime aussi la volonté de reconquérir sa fierté nationale traduite par des slogans comme « nous vivons une nouvelle libération », « c'est une seconde décolonisation ».

Ainsi, on note qu'aucun mot d'ordre antioccidental ou favorable à des références islamistes n'est apparu pendant ces événements (ce qui marque une grande différence avec la révolution iranienne) et qu'à ce jour, les mouvances islamistes ont été dans l'incapacité de récupérer les impulsions porteuses de la transition démocratique.

Des facteurs propres à la Méditerranée accélèrent la transition démocratique

Si la transition démocratique en Méditerranée s'est déclenchée selon un processus et par référence à des aspirations « classiques », plusieurs facteurs propres à la situation politique et sociale dans les pays arabes ont agi comme de puissants accélérateurs.

On relèvera tout d'abord le mélange détonnant de la proximité géographique avec l'Europe, combinée à l'asymétrie économique entre le nord et le sud de la région et à la circulation des images : cette « symbiose diffuse » a puissamment renforcé le sentiment de frustration et accéléré la prise de conscience que la peur pouvait être surmontée. À cet égard, l'on peut considérer que les images des révoltes populaires à l'encontre des plans de rigueur en réponse à la crise économique en Grèce, en Espagne et au Portugal ont sans doute contribué à influencer les populations du sud.

L'absence de libertés politiques, associée à la disponibilité des médias virtuels de l'Internet – comme les réseaux Twitter et Facebook, finalement peu contrôlables malgré les tentatives constantes des gouvernants – ont joué un rôle essentiel dans la diffusion des mouvements et constitue une nouveauté majeure par rapport à d'autres processus connus, comme ceux de la libération de l'Europe de l'est à la fin des années 1980. Ce rôle des médias virtuels s'inscrit dans la lignée de l'une des conséquences des deux guerres du Golfe : la volonté des opinions musulmanes de disposer de médias capables de véhiculer une « vision arabe » de l'actualité, comme l'a illustré la création de la chaîne Al Jazeera à la fin du XX^e siècle.

⁴ Tout commence par l'immolation de Mohamed Bouazizi, à Sidi Bouzid. Même en Syrie, où le mouvement est parti de Deraa, ville plutôt prospère, cette dimension de désespoir est présente. En effet, cette localité a subi un important afflux de « réfugiés climatiques » victimes de la sécheresse dans le nord du pays.

⁵ France 1789, Budapest 1957, Berlin 1989, Roumanie 1990...

⁶ Tout comme l'opinion s'était révoltée, à Paris en 1789, à l'encontre de la fortune des Polignac.

⁷ France 1789 et 1830 ; Allemagne 1830 ; Italie du Risorgimento ; Russie en 1905, Pologne, RDA et Tchéquie en 1989.

La maturité politique des opinions, traduite par la capacité qu'ont eue les peuples de dépasser le fait religieux dans l'expression de leur révolte, est également un fait nouveau et majeur dans la conduite de la transition démocratique. Plus classique, mais non moins déterminants, auront été la composition et le niveau d'éducation de l'armée dans la réaction des militaires face aux aspirations populaires. Une armée issue des rangs du peuple (comme en Tunisie ou en Égypte), enrichie par le contact avec des armées démocratiques⁸, n'a pas longtemps confirmé son allégeance à l'autocratie. Inversement, des armées politisées, encore marquées par le dur système soviétique et en partie appuyées de mercenaires étrangers – comme en Libye et en Syrie –, permettent aux régimes en place de tirer sur le peuple, exactions qui justifient des interventions de la communauté internationale (militaire dans le cas libyen, sous forme de sanctions, dans le cas syrien).

Enfin, il convient de relever le paradoxe d'une Europe démocratique perçue, au sud de la Méditerranée, comme le soutien de régimes autocratiques. Ainsi, à la frustration économique s'ajoute, au sud, une vexation politique face aux obsessions européennes du contrôle des frontières et de la sécurité énergétique.

La crise mondiale appelle une nouvelle forme de croissance en Méditerranée

Parfois, les études économiques ont un caractère prémonitoire ! Tel est le cas de l'étude réalisée pour la Banque européenne d'investissement (BEI) par le Forum euro-méditerranéen des instituts de sciences économiques (FEMISE), sous la direction du professeur Jean-Louis Reiffers, et rendue publique le 29 novembre 2010⁹ : toutes les prémisses du soulèvement démocratique de janvier-février 2011 y étaient déjà évoquées !

Ainsi, comme il a été rappelé ci-dessus, les pays du sud n'ont pas été contaminés par la crise financière, mais ils ont fortement subi la récession des pays de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE), particulièrement de l'Europe dont ils sont très dépendants. La détermination dont ces pays ont fait preuve et la forte résilience qu'ils ont démontrée dès 2010 prouvent qu'ils conservent une capacité de croissance 2 à 3 fois supérieure à celle de l'Union européenne et des pays d'Europe orientale. À court terme, cependant, cette capacité de croissance se trouve obérée par les effets de la transition démocratique, qui a entraîné une désorganisation économique certaine.

Ainsi, les enjeux de l'après crise sont multiples pour les pays partenaires méditerranéens. En premier lieu, celui de trouver 2 points de croissance en plus (jusqu'à 7-8 % par an) pour financer les nouveaux emplois (50 millions à créer d'ici à 2030) et rattraper le retard en infrastructures (300 milliards d'euros d'investissements en utilités collectives).

Mais ce qu'illustre la crise économique est que *la qualité de la croissance est plus importante encore que son taux* : la leçon que les régimes autocrates du sud et les responsables de la relation euro-méditerranéenne au nord aurait dû entendre depuis une décennie est qu'il faut

⁸ On soulignera, à cet égard, les effets bénéfiques de la coopération militaire franco-tunisienne, portée sur plusieurs décennies, qui s'est principalement exprimée sur la formation des cadres intermédiaires.

⁹ À propos du FEMISE, voir : www.femise.org. Texte de l'étude disponible sur le site de la BEI, www.eib.org/projects/publications/etude-femip-crise-et-voies-de-sortie-de-crise-dans-les-pays-mediterraneens.htm

d'abord assurer la stabilité politique et sociale avant de songer à la croissance brute et à l'intégration régionale¹⁰.

Aussi convient-il de trouver de nouvelles formes de croissance au sud de la Méditerranée pour répondre aux aspirations si fortement exprimées par les peuples. Une croissance plus inclusive, assurant un meilleur partage des richesses entre les classes sociales et un meilleur équilibre des territoires, est donc la clé de la réduction de la pauvreté et de l'emploi des jeunes, notoirement insuffisant. De même, une croissance plus innovante, fondée sur des systèmes d'éducation rénovés, sur une politique sélective des investissements directs étrangers et sur l'appui à l'innovation dans les entreprises, est essentielle pour enrichir le contenu qualitatif des emplois, notamment pour les jeunes diplômés¹¹.

Enfin, une plus grande intégration régionale reste nécessaire pour nourrir la croissance et inscrire les économies du sud dans la chaîne de valeur euro-méditerranéenne. En effet, d'une part, l'intégration sud-sud aura pour effet de développer le commerce, actuellement marginal, entre les pays sud-méditerranéens et de leur apporter ainsi 1,5 à 2 points de croissance supplémentaires. D'autre part, le transfert de technologies à travers des partenariats entre entreprises du nord et du sud permet de passer d'un système de délocalisations à celui de la cotraitance : en offrant aux entreprises du sud la possibilité de maîtriser des segments précis de processus industriels sophistiqués, partagés entre les deux rives de la Méditerranée, on assure aux emplois au sud une meilleure sécurité que celle apportée par une compétition sur les seuls coûts de la main d'œuvre¹².

Tout ceci suppose de profonds changements sociétaux (éducation, famille, fiscalité, justice...¹³), la modernisation des politiques publiques des grands secteurs économiques (urbanisation, énergie, eau, transports, secteur financier, etc.) et la redéfinition des systèmes de coopération régionale (Barcelone, UPM, 5+5, Agadir), qui ont démontré leur insuffisance par rapport aux enjeux. C'est pour contribuer à élaborer ensemble des réponses opérationnelles à ces nombreux défis que la BEI et la Banque mondiale, avec l'appui de six gouvernements, ont mis en place dès 2009 le Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée (CMI), dont l'objet est d'accélérer la modernisation des politiques publiques des secteurs précités¹⁴.

¹⁰ Par exemple au Maroc, qui de 1995 à 2007 a enregistré une croissance annuelle de 5-6 %, la pauvreté n'a reculé que de 0,5 % par an.

¹¹ Entre 1995 et 2007, la Tunisie a conservé le même taux de chômage global (10-12 %) mais, sur la même période, on a assisté à une brusque montée du chômage des diplômés, qui culmine à présent entre 30 % et 46 %, selon les catégories !

¹² Comme cela a été amorcé ces dernières années au Maroc et en Tunisie dans les secteurs de l'aéronautique, de l'automobile ou de la lingerie de très haute qualité, par exemple. A l'opposé, l'exemple des délocalisations, dans ces deux pays, de l'industrie textile de base sur le fondement du seul coût de la main d'œuvre (fabrication de blue-jeans) prouve la fragilité du processus : l'entrée en vigueur des accords multifibres de l'OMC a emporté de nouvelles délocalisations de ces productions vers les pays émergents plus compétitifs, comme l'Inde ou la Chine.

¹³ Le Maroc et la Tunisie en avaient bien pris conscience, dès le milieu des années 2000, et entamé des réformes sociétales (Maroc) ou le passage à l'économie de la connaissance (Tunisie). On ne peut qu'admirer l'accélération de la conduite de la modernisation par le souverain du Maroc : « Plan émergence » et ses déclinaisons sectorielles au niveau économique, consultations constitutionnelles et sur l'équilibre des territoires au plan politique.

¹⁴ Sur le CMI, voir : www.cmimarseille.org. Les six gouvernements fondateurs sont la France, le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, la Jordanie et le Liban. Tout récemment, la Syrie a demandé à rejoindre le Centre.

Les effets économiques de la transition démocratique

Au plan économique, les effets immédiats de la transition démocratique viennent s'ajouter à ceux de la crise mondiale, pénalisant une reprise pourtant assez spectaculaire intervenue dès le second semestre 2010. De fait, là où il n'y a pas eu de destructions massives, on constate l'arrêt brutal de pans entiers de l'économie. En Tunisie par exemple, cela s'est concrétisé par une chute de 44 % des revenus du tourisme, dont -75% de nuitées d'hôtel, en janvier-février 2011.

D'autre part, on observe la prise, dans l'urgence, de mesures à caractère incontestablement social mais ayant pour effet d'affecter durablement la compétitivité de l'économie : ce sont les subventions aux prix alimentaires (Syrie, Algérie, Égypte, Tunisie), la hausse des salaires publics (Syrie, Jordanie, Algérie), l'embauche massive de chômeurs. Par exemple en Égypte, le nouveau ministre des Finances Samir Radwan promet de créer 1 million d'emplois dès l'année 2011 ; en Tunisie, le gouvernement intérimaire a annoncé la « création » de 60 000 emplois en mars-avril.

Enfin, les gouvernements de transition ont à gérer les perceptions et le ressenti de l'opinion publique. Dans les pays à ce jour en train de réussir leur transition (la Tunisie et l'Égypte), l'opinion associe le secteur privé à la corruption-collaboration avec l'autocratie déchu, tout en mettant en cause l'impartialité de l'État dans sa conduite de la transition.

Annoncer une vision pour l'avenir et gérer les attentes dans le temps

Que faire ?... Du point de vue économique, les scénarii d'actions à engager sont connus et se décomposent en trois phases d'aide :

- Sur le très court terme : *rétablissement urgent de l'équilibre des comptes publics* soit par une aide au service de la dette extérieure ou sa restructuration, soit par de l'aide à la balance des paiements, ou encore par des dons à finalité sociale ;
- Sur le court/moyen terme : mise en place d'outils au *soutien à l'économie privée*, notamment aux petites et moyennes entreprises (PME) et très petites entreprises (TPE) seules créatrices d'emplois rapides et durables, à travers une augmentation des capitaux à risques, des fonds de garantie, de la microfinance... Parallèlement, il conviendrait de moderniser le cadre juridique, fiscal et administratif des entreprises.
- Sur le moyen/long terme : *augmentation substantielle de l'aide remboursable*. Notons que la BEI s'est engagée, dès le 3 mars 2011, à doubler son aide à la Tunisie et à soutenir 6 milliards d'investissements sur la région d'ici à 2013. L'appui à la modernisation des politiques publiques (CMI) et la mise en place de nouveaux instruments de coopération régionale sont également nécessaires.

Pour autant, l'aide économique ne serait que d'un faible intérêt sans la mise en place graduée d'une conditionnalité politique qui, elle, est cruciale. En effet, si les gouvernements de transition ne sont pas à même de s'engager sur le moyen/long terme (ni politiquement, ni financièrement), il convient de formuler dès à présent à la fois *une offre d'aide structurée* sur le moyen-long terme et *une vision politique* capable de mobiliser une convergence tant démocratique qu'économique entre les deux rives de la Méditerranée. À l'instar de ce qui avait été fait en Europe après la chute du Mur¹⁵.

¹⁵ 1990 : réunification allemande et prise en charge des nouveaux Länder par la RFA avec le soutien des fonds structurels européens ; 1991 : création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement

L'Union européenne peine à se mobiliser

Affaiblie par une décennie de repli des États, la montée des populismes et un axe franco-allemand peu opérant, l'Union européenne peine à se mobiliser sur des enjeux autres qu'internes¹⁶. Ainsi, face à la transition dans les pays Méditerranéens, la rénovation de l'offre comme la définition d'une vision sont difficiles à définir : pas de marge de manœuvre budgétaire, pas de consensus sur les priorités (entre le voisinage oriental et le voisinage méridional de l'Europe), réaction toujours gouvernée par la peur (comme le montre la « gestion » de la problématique des migrants à Lampedusa). Donc, pas de nouvelle institution financière (le rapport Milhaud n'a pas été examiné par les chefs d'État le 17 mars 2011 lors du Sommet sur la Méditerranée) ; pas de perspective politique (l'adhésion étant incompatible avec le ressenti des opinions publiques européennes).

Pour autant, une offre d'aide à court terme se dessine : la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Catherine Ashton, propose un « partenariat pour la démocratie et la prospérité partagées » et, lors de son voyage à Tunis les 11-12 avril 2011, le président de la Commission européenne José Manuel Barroso annonce une aide d'urgence de 140 millions à la Tunisie tout en évoquant une aide globale aux pays de la Méditerranée de 4 milliards d'euros en 2011-2013 (y incluant les prêts de la BEI).

S'il faut saluer ces progrès de court terme, il reste que l'Europe ne s'est pas encore prononcée sur une vision mobilisatrice de long terme ; le statut de « partenaire avancé » obtenu par le Maroc fin 2008 – et souhaité pour la Tunisie par le gouvernement Ben Ali – est, à l'évidence, insuffisamment mobilisateur pour les opinions du sud.

Puisqu'il apparaît impossible d'envisager une perspective conduisant tôt ou tard à un élargissement, il reste une piste mobilisatrice à explorer : celle du modèle consacré par les accords de l'Espace économique européen (EEE). Celui-ci présente plusieurs avantages : celui d'être peu coûteux en comparaison d'un soutien à l'adhésion ; celui d'offrir une convergence économique et sociale, mais pas d'intégration politique ; celui d'être respectueux des efforts de transition qu'il récompense¹⁷. Mais ces efforts ne peuvent être accordés qu'en contrepartie d'une conditionnalité de convergence démocratique et économique, *clairement assumée de part et d'autre*.

(BERD) et mise en place des instruments d'aide d'urgence pour l'ensemble des pays d'Europe centrale et orientale ; 1993 : annonce du processus d'adhésion : définition de critères politiques (Conseil européen de Copenhague) et mise en place des instruments de préadhésion : PHARE et TACIS ; 2005 et 2007 : deux élargissements de l'Union.

¹⁶ La reprise de la construction européenne, à partir de la fin 2008, s'est faite sur la réponse à la crise mondiale (cf. la gestion de la crise de la dette souveraine). Par contre, les Sommets UE-OTAN et de l'UE sur la Méditerranée des 16-17 mars 2011 ont été principalement consacrés à l'intervention en Libye, la délibération sur une politique méditerranéenne rénovée n'ayant été abordée que tardivement le 17 après-midi, sans conclure.

¹⁷ Dans le cadre du statut de « pays de l'EEE », l'Union européenne implique, par exemple, ses partenaires dans la définition de ses normes techniques industrielles et agricoles, de sa stratégie aux négociations douanières de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de ses politiques d'ouverture au marché intérieur, de la convergence des régimes de protection sociale (élément décisif de la mobilité des personnes). Ni dans le cadre de Barcelone, ni dans celui de l'UPM, l'Union ne fait de même avec les pays méditerranéens. Comment pourra-t-on justifier que l'on consulte la Norvège ou l'Islande sur ces sujets, mais pas une Tunisie ou une Égypte ayant réussi leurs transitions démocratiques ?

La transition démocratique : un vrai message d'espoir

Tant du point de vue politique qu'économique, la réussite de la transition démocratique serait un vrai message d'espoir et de paix en Méditerranée.

Pour n'évoquer que les aspects politiques, la transition réussie affirme le changement du « logiciel politique » des sociétés arabes, la fin de la « séquence du 11-Septembre » et, probablement, le triomphe du « modèle turc » qui aspire à réaliser la synthèse entre, d'une part, une bourgeoisie libérale et occidentalisée et, d'autre part, une classe moyenne pieuse souvent d'origine rurale, mais acceptant la modernisation sociétale au prix d'une forme de laïcité modérée.

On le voit, les montants financiers en jeu sont sans commune mesure avec le coût d'un échec de la transition démocratique en Méditerranée. En tout état de cause, il faudra prévoir un effort d'accompagnement de vingt ans, des contradictions – repli identitaire des sociétés arabes, tentation pour des politiques de préférence nationale... –, des incohérences dans la manifestation des besoins, mais au bout du chemin une Méditerranée plus prospère, apaisée, ayant, enfin, une identité et une gouvernance régionale, sans lesquelles ce territoire resterait toujours en marge de la mondialisation !